

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1053

Artikel: Rideau!
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021010>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

26 septembre 1991 - n° 1053
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Rideau !

La campagne pour les prochaines élections fédérales démarre mollement, en Suisse romande surtout. C'est que les incertitudes de l'environnement international, l'essoufflement de l'économie et les péripéties de la construction européenne rendent difficile la tâche des partis, privés des solides certitudes d'antan.

Dans ces conditions, l'effondrement du communisme vient à point nommé pour donner, par antithèse, un nouveau brillant au capitalisme, à l'économie de marché, au libéralisme. Vous avez peut-être aperçu cette annonce publicitaire du parti libéral qui, sur fond des effigies de Marx et Lénine, proclame: «Rideau. L'avenir est libéral», associant à la déconfiture des régimes marxistes le «socialisme dirigiste». (*Lire également l'article de Claude Auroi dans notre rubrique Forum.*)

Si les raccourcis audacieux peuvent faire de bons slogans électoraux, ils sont de peu d'utilité pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et n'offrent guère de réponses aux problèmes du présent. Les sociétés démocratiques

occidentales, même si elles ne présentent pas l'état de délabrement social et économique des pays de l'ancien bloc communiste, ne manifestent pas une santé éclatante: partout le chômage progresse, les inégalités se creusent au point d'engendrer une population d'exclus économiques et sociaux; les efforts désespérés de relance économique continuent de mettre en coupe les ressources non renouvelables et à porter atteinte à l'équilibre écologique; sans parler de notre propre développement qui laisse en rade des continents entiers et alimente ainsi les conflits futurs.

Plus de marché, préconisent alors les tenants du libéralisme qui voient dans ces impasses la conséquence de contraintes étatiques trop nombreuses encore. Mais là où la déréglementation a été appliquée — on pense notamment aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne — les dégâts sociaux sont plus graves encore; de larges pans de la société ont été relégués à la marge.

Cette imagerie à la mode du Far-West

JD

suite à la page 2

La gabegie fédérale

(jd) Le Conseil fédéral voudrait provoquer une lame de fond négative contre toute nouvelle forme de taxe qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Dernier projet préparé par Otto Stich et révélé par le *Sonntags Blick*, une augmentation de 25 centimes (le Département des finances parle, lui, de 20 centimes) des droits de douane sur les carburants pour renflouer la caisse fédérale. L'idée en soi mérite examen puisqu'une partie de ces droits constitue l'une des ressources de la Confédération et qu'ils n'ont pas été adaptés au renchérissement depuis... 1936; ils se montent à 26.50 francs les 100 kilos bruts et sont affectés pour moitié à des dépenses routières. La surtaxe, elle, se montait à 5 centimes par litre en 1962 au moment de son introduction et a été régulièrement adaptée jusqu'en 1974, pour atteindre 30 centimes; elle est entièrement affectée à des dépenses routières.

On ne peut évidemment demander à la collectivité des prestations de valeur constante sans lui en donner les moyens. Ce qui par contre est inacceptable, c'est le

désordre qui règne au sein de l'administration: au fil des mois les annonces se succèdent de nouvelles taxes en tous genres pour les motifs les plus variés, avec le sentiment désagréable pour le contribuable-consommateur qu'il va être soumis à une coupe en règle, alors même qu'aucune décision n'a encore été prise. Qu'on en juge: sont annoncés ou à l'étude l'ICHA sur les agents énergétiques, une taxe d'orientation sur les émissions de CO₂ et l'introduction d'un écobonus en fonction des kilomètres parcourus par les véhicules à moteur.

Présentées dans le désordre, ces propositions ne peuvent que provoquer l'incompréhension et la méfiance de l'opinion. Le Conseil fédéral doit maintenant dire clairement quels sont ses projets fiscaux en matière de protection de l'environnement, expliquer les avantages des solutions retenues et les effets qu'il en attend, et indiquer sans ambiguïté qu'il ne s'agit pas là d'augmenter les ressources de l'Etat. Puis décider, car le temps perdu ne fait que favoriser des controverses stériles et n'améliore en rien l'état de l'environnement. ■

La défense des salaires

Prétextant une conjoncture défavorable, les patrons voudraient ne pas adapter les salaires à l'indice des prix. Rupture d'un contrat de confiance.

(ag) Cette fois, la bataille est engagée. L'offensive patronale, prévisible, a été déclenchée, en fait, avec une année de retard. On pouvait l'attendre pour 1990: ni les banques qui enregistraient il y a un an de plus maigres bénéfices, ni le bâtiment déjà frappé par la récession n'en avaient donné le signal.

Cette année, l'attaque est générale: secteur bancaire malgré la reprise de ses bénéfices, horlogerie, éditeurs de journaux, et même, ici ou là, le secteur public... L'adaptation des salaires est mise en cause.

La hausse des prix forte et persistante, le mauvais rang de la Suisse en comparaison internationale, qui affaiblit le franc et donc entretient l'inflation importée, bref cette dégradation exigerait ce remède brutal.

Les causes

Le krach boursier, il y a quatre ans (au jour des élections fédérales), marquait la fin d'un cycle normal, cinq ans, de forte croissance, qui a duré de 1983 à 1987. Mais l'amplification de la bourse fut si forte que les banques centrales,

dont la Banque nationale suisse, injectèrent des milliards dans le circuit économique pour le doper.

L'effet voulu fut obtenu, l'échéance fut retardée de quelque trois ans, mais au prix d'une relance de l'inflation.

On aime à dire qu'en Suisse pour des raisons techniques (révision des rapports des banques avec la Banque nationale) l'effet de relance inflationniste fut encore renforcé. Mais que dire des crédits à tout va offerts par les banques? Le financement inconsidéré du marché hypothécaire notamment, suivi de réajustements particulièrement coûteux, fut une des causes du dérapage suisse.

Quoi qu'il en soit, personne parmi les experts n'incrimine comme cause du déclenchement de l'inflation et comme explication de sa persistance un gonflement salarial excessif. En 1990, il n'y a pas eu d'augmentation des salaires réels mais, selon l'OFIAMI (moyenne d'octobre 89 à octobre 90), on a même enregistré une baisse de 0,5%. En 1989, selon la même source, la hausse n'a été que de 0,2%. Les salariés sont donc invité à corriger une situation

Il est [...] frappant de constater que, dans la population active, les non Suisses représentent environ 26% (printemps 1991) alors qu'ils figurent pour 44,1% dans le nombre total des chômeurs (juillet 1991). A noter que les frontaliers figurent dans la population active totale en Suisse, mais que s'ils tombent au chômage ils n'apparaîtront pas dans la statistique suisse [ni d'ailleurs les saisonniers qui ne sont pas réengagés, ndlr]. Ce fait accentue encore la surreprésentation des non Suisses parmi les chômeurs. Analyses et prévisions, op. cit., pp 20-21.

économique dont ils ne sont pas responsables.

La compensation du renchérissement fait partie des règles fondamentales de la bonne foi. Le contrat d'engagement stipule un salaire, c'est-à-dire un pouvoir d'achat. L'érosion de ce pouvoir d'achat remet, après coup, en cause les conditions de l'accord des deux parties sans qu'il y ait eu faute du contractant qui est pénalisé.

Si la paix du travail repose sur la bonne foi, le principe de la compensation en est une pierre d'angle.

Macroéconomiquement

La lutte contre l'inflation exige-t-elle une réduction globale de la masse salariale? Qui oserait l'affirmer?

La Suisse n'est plus en période de surchauffe économique: la croissance du chômage est forte et risque d'être durable: deux mille saisonniers n'ont pas été recrutés en 1990 dans le bâtiment qui traverse une récession évidente. Les deux premiers trimestres du Produit national brut ont révélé une croissance négative. L'indice des prix de gros est en décélération significative. Les compressions budgétaires voulues par les pouvoirs publics seront fortes. Malgré des facteurs retardataires: enregistrement de la hausse des loyers par l'indice des prix (relevé de novembre), hausse des tarifs publics, la baisse de l'inflation peut à terme être programmée. Une politique générale de réduction du pouvoir d'achat ne ferait qu'aggraver la situation économique. Il y a contre-indication évidente.

Le rapport de l'institut 'Créa' prévoit une stagnation des salaires réels en 91-92-93, mais une compensation du renchérissement. Le pronostic pour l'évolution de l'inflation est pour 91, 92, 93 de 6,2%, 4,5%, 2,5%. Pourquoi faudrait-

Rideau !

suite de l'édito

— «Place à la confiance en l'individu, en l'homme et à son esprit d'initiative» — paraît aujourd'hui aussi déplacée que la mission historique attribuée par Marx à la classe ouvrière et à son parti. Libéralisme et marxisme sont des idéologies du 19^e siècle, incapables de rendre compte de la complexité des sociétés contemporaines. Alors rideau.

L'avenir est à un équilibre subtil entre l'autonomie des individus et le bien-être de tous (contrat social), entre la prospérité d'une nation et celle de toutes les autres (contrat international), entre la satisfaction des besoins humains et la préservation du milieu naturel (contrat écologique), condition de la survie de l'espèce. Alors rideau sur les programmes à l'emporte-pièce. Et cap

sur le réformisme qui est critique incessante des abus et des privilèges, recherche constante de nouveaux équilibres, garantie d'un dynamisme sans lequel les sociétés se sclérosent. Des partis politiques, on est en droit d'attendre qu'ils esquissent chacun les contours de leur projet d'équilibre, les coûts et les avantages qu'il va induire pour tel ou tel groupe social. Et qu'ils n'oublient pas de prendre en compte une donnée capitale: notre modèle de développement, en termes de consommation d'énergie, de ressources naturelles et d'espace, est inapplicable à l'ensemble de la planète, sous peine de catastrophe majeure. C'est donc qu'il faudra sans tarder redimensionner nos projets, nos besoins. Mais c'est probablement trop demander pour une campagne électorale. Alors rendez-vous après les élections.

JD